

# 2024 RAPPORT MONDIAL SUR LES CRISES ALIMENTAIRES

UNE ANALYSE CONJOINTE POUR DE MEILLEURES DÉCISIONS

EN BREF

En 2023, **281,6 millions de personnes**, soit **21,5 %** de la population analysée, étaient confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans **59 pays/territoires** en crise alimentaire.

Bien que la part de la population analysée souffrant de niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë soit légèrement inférieure à celle de 2022, elle reste supérieure à celles de la période précédant la COVID-19 (voir figure 1).

Le nombre de personnes dans cette situation a augmenté de 24 millions depuis 2022. Cette augmentation s'explique par une couverture plus large de l'analyse, ainsi que par une aggravation de l'insécurité alimentaire aiguë dépassant dans certains pays/territoires les améliorations observées ailleurs.

Cette augmentation se poursuit depuis cinq années consécutives, et confirme ainsi l'ampleur du défi que représente la réalisation de l'objectif d'éradication de la faim d'ici 2030. Les crises alimentaires se sont intensifiées de manière alarmante dans les zones de conflit en 2023, notamment dans la bande de Gaza et au Soudan.

La population analysée a augmenté chaque année depuis 2020. L'élargissement de la couverture de l'analyse entre 2022 et 2023 a permis d'identifier 17,5 millions de personnes supplémentaires en situation d'insécurité alimentaire aiguë et ayant besoin d'une aide d'urgence.

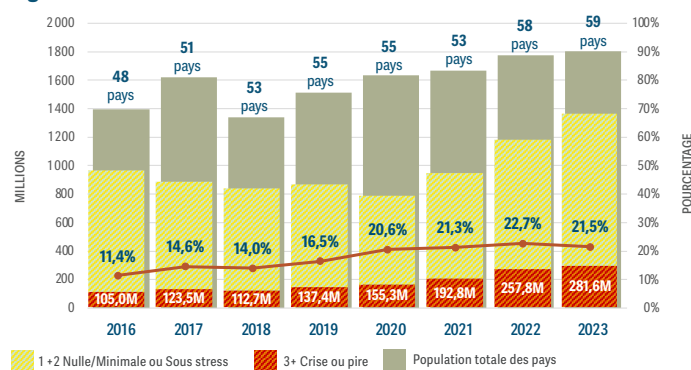
Dans les pays disposant de données comparables en 2022 et 2023, l'insécurité alimentaire aiguë s'est aggravée dans 12 d'entre eux. En 2023, 13,5 millions de personnes supplémentaires, dont les deux tiers se trouvent au Soudan, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et de soutien de leurs moyens d'existence. D'autre part, la sécurité alimentaire s'est améliorée dans 17 pays, ce qui a permis à 7,2 millions de personnes de ne plus être confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.

Le GRFC a identifié 36 crises alimentaires prolongées répertoriées dans les huit éditions du rapport. Dix-neuf d'entre elles correspondent à des crises alimentaires majeures ayant exposé jusqu'à 80 % de la population totale à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Dans les 19 pays concernés, la part de la population analysée souffrant d'insécurité alimentaire aiguë est passée de 17 % en 2016 à 25 % en 2021 et s'est maintenue au même niveau depuis lors.

## Les conflits ont entraîné une détérioration rapide de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Soudan et en Palestine (bande de Gaza)

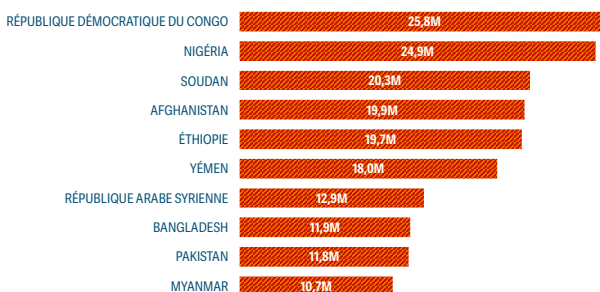
L'escalade préoccupante des conflits observée au **Soudan** à partir d'avril 2023 et en **Palestine (bande de Gaza)** à partir d'octobre 2023 a entraîné des crises alimentaires dévastatrices. Le Soudan compte ainsi le plus grand nombre de personnes au monde confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë d'urgence (phase 4 de l'IPC). La bande de Gaza connaît désormais la crise alimentaire la plus grave de l'histoire de l'IPC et du GRFC, l'ensemble de sa population se trouvant en phase 3 ou supérieure de l'IPC. L'analyse de décembre 2023 a permis de déterminer que plus d'un quart de la population, soit 0,6 million de personnes, était confronté à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë (phase 5 de l'IPC) et à un risque de famine. En mars 2024, la famine a été déclarée imminente dans les gouvernorats du nord.

FIG. 1 Nombre de personnes et part de la population analysée dans les pays/territoires du GRFC confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë



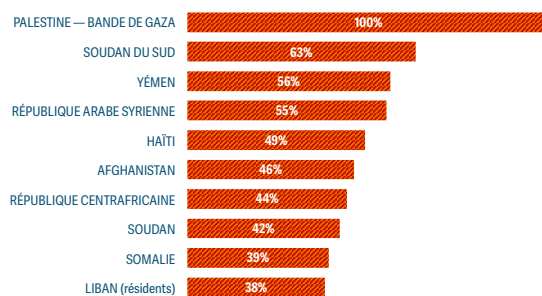
Source: FSIN, à partir des données IPC, CH, FEWS NET, PAM, SADC et OCHA de 2016 à 2023.

FIG. 2 Pays/territoires comptant le plus grand nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en 2023



TWG de l'IPC (Bangladesh, République démocratique du Congo, Pakistan, Soudan); CH (Nigéria); FEWS NET (Éthiopie, Yémen); HNO (Afghanistan, République arabe syrienne); préanalyse réalisée dans le cadre du HNRP 2024 (Myanmar).

FIG. 3 Pays/territoires présentant la plus grande part de la population analysée confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en 2023

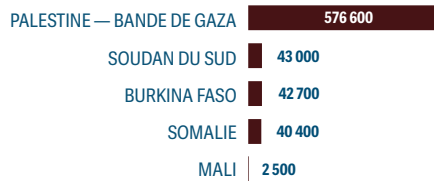


Sources : Initiative mondiale de l'IPC 2023 (Bande de Gaza); TWG de l'IPC (République centrafricaine, Haïti, Liban, Somalie, Soudan du Sud, Soudan); FEWS NET (Yémen); HNO (Afghanistan, République arabe syrienne).



**Au total, plus de 0,7 million de personnes ont été prévues d'être en une situation de Catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH) dans cinq pays/territoires en 2023** — soit le nombre le plus élevé jamais signalé par les rapports du GRFC et quasiment le double de celui de 2022. Cette phase d'insécurité alimentaire aiguë se caractérise par un manque extrême de nourriture des populations et à un épuisement de leurs capacités d'adaptation, avec pour résultats l'inanition, la malnutrition aiguë et la mort. Ces populations ont besoin d'une action urgente afin d'éviter une généralisation de ces conséquences extrêmes.

**FIG. 4 Nombre de personnes confrontées à une Catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH) pendant les périodes de pointe d'insécurité alimentaire aiguë en 2023**



Source: IPC TWGs; Initiative mondiale de l'IPC 2023; CH, 2023.

Outre la **Palestine (bande de Gaza)**, des populations du **Soudan du Sud**, du **Burkina Faso**, de **Somalie** et du **Mali** ont été prévues de confronter à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë (phase 5 de l'IPC/CH) au cours de leur période de pointe d'insécurité alimentaire aiguë en 2023 (voir figure 4). En **Haïti**, 19 200 personnes qui se trouvaient dans cette phase entre septembre 2022 et février 2023 n'ont plus été confrontées à ces conditions pendant le reste de l'année 2023. Dans d'autres régions exposées à un risque de crises alimentaires très graves, et notamment en Éthiopie, les données n'étaient pas disponibles.

Environ **36 millions** de personnes se trouvaient en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC/CH) dans 39 pays/territoires disposant de données IPC/CH, soit 4 % de plus qu'en 2022. Plus d'un tiers d'entre elles se trouvaient au Soudan et en Afghanistan. Ces personnes souffrent d'importants déficits de consommation alimentaires reflétés soit par des taux élevés de malnutrition

aiguë et une mortalité excessive, soit atténués par le recours à des stratégies d'adaptation d'urgence.

Environ **165,5 millions** de personnes dans 41 pays/territoires disposant de données IPC/CH, se trouvaient en situation de crise (phase 3 de l'IPC/CH).

Environ **292 millions** de personnes dans 40 pays disposant de données IPC/CH se trouvaient en situation de stress (phase 2 de l'IPC/CH).

## La récurrence et l'intensification des chocs entraînent des crises alimentaires

Les facteurs d'insécurité alimentaire aiguë sont interdépendants et s'ajoutent aux vulnérabilités structurelles qui limitent la capacité des ménages à faire face aux chocs et à s'en remettre. Néanmoins, les pays/territoires en situation de crise alimentaire ont tendance à être affectés par un facteur dominant.



**En 2023, les conflits/l'insécurité constituaient le principal facteur dans 20 pays/territoires, avec 135 millions de personnes**

confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Ces conflits ont été la principale cause de la plupart des dix plus importantes crises alimentaires (en nombre ou en proportion).



**Les chocs économiques ont constitué le principal facteur dans 21 pays, avec plus de 75 millions de personnes**

confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Malgré la baisse des prix internationaux des aliments, l'inflation persistante dans les pays en crise alimentaire a érodé le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres. La persistance d'une dette publique élevée a également limité les options dont disposent les gouvernements pour atténuer les effets de la hausse des prix.



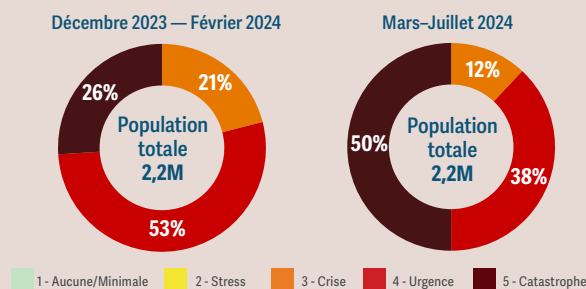
**Les conditions météorologiques extrêmes ont été le principal facteur dans 18 pays où 72 millions de personnes**

étaient confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. De nombreux pays ont dû faire face à une récupération prolongée après des sécheresses ou des inondations. Le phénomène El Niño et les événements météorologiques liés au changement climatique ont fait de 2023 l'année la plus chaude jamais enregistrée.

## Les analyses et les alertes du début de 2024 soulèvent des préoccupations

En mars 2024, la famine était imminente dans les gouvernorats de Gaza et nord de Gaza, dans un contexte d'hostilités en cours et d'accès insuffisant aux approvisionnements et aux services essentiels. D'ici juillet 2024, la moitié de la population (soit environ 1,1 million de personnes) pourrait connaître des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë (phase 5 de l'IPC), pour atteindre un taux de 70 % dans les gouvernorats du nord (Initiative mondiale de l'IPC, mars 2024). Selon

**FIG. 5 Aggravation rapide de l'insécurité alimentaire aiguë dans la bande de Gaza depuis décembre 2023**



Source: Initiative mondiale de l'IPC, Décembre 2023, Mars 2024.

les estimations, près d'un tiers des enfants souffrent de malnutrition aiguë (GNC, mars 2024).

En **Haïti**, ce sont près de 5 millions de personnes, soit la moitié de la population analysée, qui pourraient selon les prévisions être confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë entre mars et juin 2024. Cette forte augmentation depuis les projections d'août 2023 reflète la montée de la violence des gangs armés qui limite considérablement la circulation des biens et des personnes, provoque des déplacements internes et fait grimper les prix des denrées alimentaires (IPC, mars 2024).

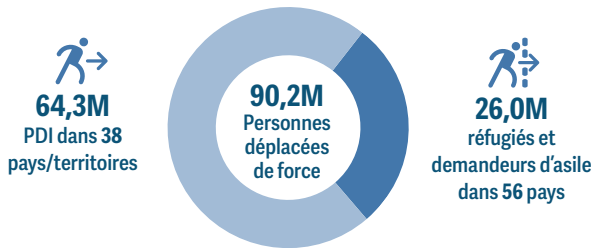
Au **Soudan**, les populations des régions de Khartoum, de la Gezira, du Grand Darfour et du Grand Kordofan courent le risque de niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë en l'absence d'une cessation des hostilités et d'une aide humanitaire significative. Une action immédiate est nécessaire afin de prévenir la famine pendant la saison de soudure de 2024 (IPC, mars 2024).

En Afrique australe, les présidents du **Malawi**, de la **Zambie** et du **Zimbabwe** ont déclaré une situation de catastrophe nationale en mars 2024 en raison de l'impact de la sécheresse provoquée par El Niño sur la production agricole de leurs pays.

## Augmentation du nombre de personnes déplacées de force dans les pays/territoires en crise alimentaire en 2023

Les principaux facteurs d'insécurité alimentaire aiguë ont également contribué à l'augmentation du nombre de personnes déplacées de force au cours de la dernière décennie, la plupart d'entre elles faisant l'objet d'un déplacement au sein de leur propre pays. Plus de 90 millions de personnes sont concernées dans les 59 pays/territoires en crise alimentaire en 2023, une hausse par rapport aux 73 millions de personnes déplacées en 2022 dans 55 pays en crise alimentaire. C'est le chiffre le plus élevé jamais enregistré sur les huit années de rapports du GRFC.

FIG. 6 Nombre de personnes déplacées de force dans 59 pays/territoires en crise alimentaire en 2023

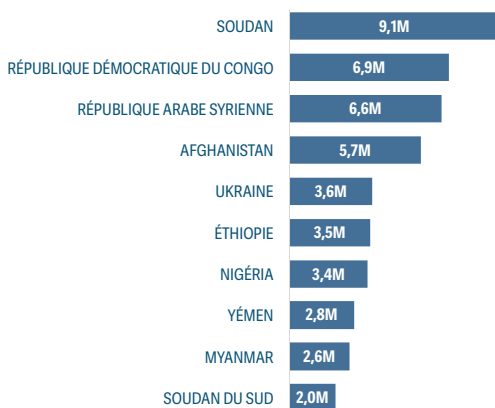


Sources: OIM, 2023; Estimation à très court terme du HCR pour décembre 2023; UNRWA, 2023.

Les déplacements provoqués par les conflits dans en Palestine (bande de Gaza) ont connu l'évolution la plus rapide en 2023. Environ 80 % de sa population y ont été déplacés en décembre 2023. Cependant le Soudan reste le pays où les déplacements internes ont été les plus nombreux au monde en 2023.

Les populations déplacées de force sont confrontées à des vulnérabilités spécifiques liées à l'insécurité alimentaire. Celles-ci ont un accès limité à l'emploi, aux moyens d'existence, à la nourriture et au logement, et dépendent d'une aide humanitaire en baisse. Les données sur les populations déplacées disponibles indiquent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguës. Les quatre pays/territoires avec le plus grand nombre de PDI en 2023 – le Soudan, la République démocratique du Congo, la République arabe syrienne et l'Afghanistan – correspondent largement aux crises alimentaires où le nombre ou la part de personnes confrontées à de hauts niveaux d'insécurité alimentaire aiguë sont le plus élevés (voir figures 2, 3 et 7).

FIG. 7 Les dix pays en crise alimentaire avec les plus grands nombres de personnes déplacés internes en 2023



Source: OIM; OCHA; HCR.

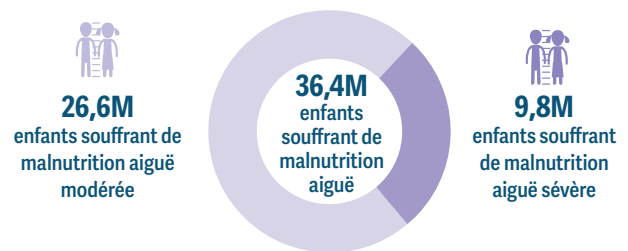
## La malnutrition aiguë observée dans les pays/territoires en crise alimentaire ne fait que s'aggraver, notamment dans les zones touchées par les conflits

En 2023, plus de 36 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë dans 32 pays/territoires en crise alimentaire, et près de 10 millions d'entre eux souffraient de malnutrition aiguë sévère et nécessitaient un traitement urgent.

La malnutrition est multidimensionnelle et l'état nutritionnel d'un enfant est déterminé par de multiples facteurs, dont notamment un accès limité à une alimentation saine, des pratiques d'alimentation infantiles et maternelles inadéquates, des services de santé limités, de mauvaises conditions en matière de qualité de l'eau, d'assainissement et d'hygiène, et une prévalence élevée des maladies infectieuses ainsi que de l'insécurité alimentaire aiguë.

Les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère sont jusqu'à 12 fois plus susceptibles de mourir que leurs homologues bien nourris.

FIG. 8 Nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë lors de 32 crises alimentaires en 2023



Source: GRFC Nutrition TWG, 2024.

9,3M de femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë dans 22 pays en crise alimentaire disposant de données en 2023

Source: GRFC Nutrition TWG, 2024.

Le GRFC démontre que les zones présentant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë ont tendance à connaître des niveaux élevés de malnutrition infantile aiguë : 60 % des enfants souffrant de malnutrition aiguë se trouvaient dans les dix pays frappés par les plus grandes crises alimentaires (en termes de nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë). Et environ 65 % des 9,3 millions de femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë se trouvaient dans ces mêmes dix pays en crise alimentaire.

Dans les zones de conflits majeurs, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo, en Palestine (bande de Gaza) et au Soudan, la situation nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes est très préoccupante. Ces conflits ont déraciné des millions de personnes et entraîné une réduction considérable de la disponibilité et de l'accès aux services de santé et de nutrition, à l'aide humanitaire et à des aliments nutritifs, abordables et sûrs. Les conditions de vie précaires et le manque d'eau potable y favorisent la propagation des maladies infectieuses.

Des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations en 2023, ont eu une incidence négative sur la production alimentaire, la sécurité de l'eau et la santé, aggravant ainsi la malnutrition dans de nombreux pays, notamment en Afrique de l'est et australe.

## Les perspectives pour 2024

Les conflits/l'insécurité — en particulier en Palestine (bande de Gaza), au Soudan, ainsi qu'en Haïti — continueront d'être le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë tout au long de l'année 2024.

Même si El Niño a culminé au début de 2024, son plein impact sur les crises alimentaires — avec notamment les inondations et les sécheresses occasionnées dans certaines parties de l'Afrique de l'Est, ainsi que des sécheresses en Afrique australe — risque de se manifester pendant tout le reste de l'année. Par contre, il pourrait avoir des impacts positifs, avec notamment de meilleures récoltes dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et l'Amérique latine et des Caraïbes.

Les pays importateurs de produits alimentaires, et notamment ceux dont la monnaie a été dévaluée, restent confrontés à des prix alimentaires intérieurs élevés et à un faible pouvoir d'achat des ménages. En mars 2024, l'inflation alimentaire annuelle s'est établie dans une fourchette comprise entre 38 et 103 % au Nigéria, au Malawi, en Palestine, au Zimbabwe et au Liban (Trading Economics, 2024).

Les niveaux d'endettement insoutenables de certains pays, dans un contexte de taux d'intérêt élevés et de dépréciation monétaire, devraient limiter davantage encore la capacité budgétaire des gouvernements à venir en aide à leurs populations.

La diminution du financement de l'aide humanitaire et l'augmentation des coûts de livraison constituent une menace supplémentaire dont les conséquences se traduisent déjà par une réduction du nombre de bénéficiaires et des rations d'aide alimentaire pour de nombreuses populations en situation d'insécurité alimentaire. Cette réduction de l'aide en temps de crise contribue à aggraver l'insécurité alimentaire tout en incitant les populations à recourir à des stratégies d'adaptation susceptibles de compromettre leurs moyens d'existence à moyen et à long terme et d'accroître le risque de malnutrition chez les femmes et les enfants.

En **Afrique centrale et australe**, les perspectives sont préoccupantes en raison des impacts des déficits pluviométriques liés à El Niño, en particulier dans certaines régions de Madagascar, du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe.

En **Afrique de l'est**, la situation au Soudan continue de se détériorer rapidement. Le risque de phénomènes météorologiques extrêmes et de l'escalade des conflits dans des régions d'Éthiopie et du Soudan du Sud pourrait entraîner des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë. Des améliorations sont prévues au Burundi et au Kenya.

En **Afrique de l'ouest et au Sahel**, la persistance des conflits couplée à des chocs économiques pourrait maintenir de hauts niveaux d'insécurité alimentaire aiguë. De nouvelles données du CH de mars 2024 ont montré une détérioration de la situation dans plusieurs pays, notamment au Mali où 2 500 personnes étaient projetées à être en Catastrophe (phase 5 du CH).

En **Asie**, les perspectives sont mitigées pour 2024. Si la stabilité économique se maintient en Afghanistan, l'insécurité alimentaire aiguë devrait s'améliorer progressivement — même s'il est possible que la sécheresse de la fin 2023 ait un impact sur les récoltes de printemps et d'été. L'escalade de la violence au Myanmar risque d'entraîner une recrudescence de déplacements de populations et une insécurité alimentaire aiguë.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, Haïti est confrontée en 2024 à une crise alimentaire qui va bien au-delà des prévisions d'août 2023 et qui est liée à l'escalade de la violence des gangs. Des améliorations significatives sont prévues en République dominicaine et au Guatemala en raison notamment d'une meilleure disponibilité des denrées alimentaires et d'un pouvoir d'achat accru des ménages.

Au **Moyen-orient et en Afrique du nord**, les perspectives pour 2024 sont extrêmement préoccupantes en raison de l'intensité des conflits et des restrictions d'accès de l'aide humanitaire en Palestine (bande de Gaza), ainsi que des risques de propagation régionale du conflit et d'intensification des crises macroéconomiques.

## Les données sur l'insécurité alimentaire aiguë et la nutrition : Un élément essentiel pour comprendre, résoudre et prévenir les crises alimentaires



Depuis 2020, les analyses de la sécurité alimentaire se sont développées — notamment dans les zones vulnérables — pour finalement couvrir 227 millions de personnes supplémentaires en 2023 par rapport à 2022. Cependant, l'insuffisance de données reste problématique puisque les populations de 14 pays en crise alimentaire ne sont pas prises en compte en raison de données manquantes ou de données qui ne répondent pas aux exigences techniques du GRFC. Le manque d'investissements durables et de capacités de suivi a entraîné une fragmentation des données nutritionnelles, un phénomène exacerbé par l'intensification des conflits et les restrictions d'accès de l'aide humanitaire.

La collecte et l'analyse de données systématiques et ventilées font défaut parmi les populations déplacées de force. Une meilleure compréhension de leurs situations d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition permettrait de mieux concevoir des réponses à moyen et à long terme en vue de compléter l'aide à court terme.

### Qu'est-ce que le GRFC ?

Le GRFC 2023 réunit 16 partenaires dont la collaboration a pour objectif de réaliser une évaluation indépendante et consensuelle de l'insécurité alimentaire aiguë à même de documenter l'action humanitaire et les initiatives de développement. Il est publié par le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (Food Security Information Network – FSIN) en soutien au Réseau mondial contre les crises alimentaires (Global Network Against Food Crises – GNAFC). Ses principales sources de données sont le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et le Cadre harmonisé (CH), qui fournissent une estimation des populations nécessitant une aide alimentaire, nutritionnelle et/ou de subsistance. Lorsque les données issues de ces sources sont indisponibles, des estimations sont dérivées des données compatibles IPC du Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), de l'Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI) ou du nombre de personnes dans le besoin (PiN) spécifique à chaque pays pour le secteur de la sécurité alimentaire fourni par les Aperçus des besoins humanitaires de l'OCHA (HNO).

Le travail du FSIN est rendu possible grâce au généreux soutien de l'Union européenne.



Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations



FOOD SECURITY  
CLUSTER



Global  
NUTRITION  
CLUSTER



INTERNATIONAL  
FOOD POLICY  
RESEARCH  
INSTITUTE  
IFPRI



IOM  
UN MIGRATION



SICA  
Sistema de la Integración  
Centroamericana



unicef  
for every child



WFP  
World Food  
Programme